



SOMMAIRE

Page

Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172 et A/C.2/L.194) [suite]	335
--	-----

Président: M. Jiří NOSEK (Tchécoslovaquie).

Rapport du Conseil économique et social, chapitre II (A/2172 et A/C.2/L.194) [suite]

[Point 11*]

1. M. FEN (Norvège), usant du droit de réponse prévu à l'article 114 du règlement intérieur, tient à démentir les déclarations que le représentant de la Pologne a faites à la séance précédente, au sujet de la situation économique en Norvège. Il conteste les données citées par le représentant de la Pologne et déclare que le niveau de vie de la population norvégienne n'est pas atteint par l'effort de réarmement que les circonstances imposent au pays; au contraire, il s'est progressivement amélioré au cours des dernières années.

2. M. TOUS (Equateur) fait observer qu'en dehors des grands problèmes qui sont normalement de la compétence du Conseil économique et social et de la Deuxième Commission, il existe deux questions extrêmement importantes auxquelles l'Assemblée générale devrait accorder toute son attention: la pénurie d'insecticides dans le domaine de la santé publique, et la production et la répartition du papier journal et du papier d'édition.

3. La première de ces questions, qui est surtout du domaine de l'Organisation mondiale de la santé, a d'abord fait l'objet de la résolution 377 (XIII) du Conseil économique et social, qui portait création d'un groupe de travail chargé d'examiner la situation mondiale des approvisionnements en DDT et en BHC. Dans son rapport au Conseil (E/2183 et Corr.1)¹, ce groupe de travail a exprimé l'avis qu'il n'existait pas pour le moment de pénurie importante d'insecticides; il a souligné la nécessité de poursuivre les recherches concernant l'utilisation de nouveaux insecticides, en insistant particulièrement sur le problème que pose le développement de souches d'insectes résistants; il a également préconisé la réunion, au début de 1953, d'un autre groupe de travail dont le mandat serait élargi. Par sa résolution 422 (XIV), le Conseil

a pris acte du rapport du groupe de travail et décidé d'examiner à une date ultérieure la nécessité d'organiser de nouvelles réunions du groupe de travail.

4. M. Tous estime que le Conseil n'a probablement pas attaché à ce problème toute l'importance qu'il mérite et qui n'a pas échappé aux spécialistes de la question, puisqu'un congrès vient de s'ouvrir à Chicago pour y étudier la situation en matière de lutte contre les insectes. Il fait valoir que l'opinion suivant laquelle il n'existe pas de grave pénurie d'insecticides, est de nature éminemment subjective. Il se peut que la pénurie d'insecticides, dans l'ensemble, ne soit pas grave, mais elle n'en est pas moins réelle dans certains pays moins bien pourvus que d'autres. Dans les pays de la zone tropicale, notamment, le problème reste aigu et la pénurie d'insecticides est extrêmement préjudiciable au développement économique; la lutte contre le paludisme reste au premier plan des préoccupations des gouvernements de ces pays, car le facteur sanitaire est l'un des éléments les plus importants de la productivité du travail. Aussi, M. Tous estime que l'Organisation des Nations Unies devrait dès maintenant examiner s'il n'y aurait pas lieu de convoquer un autre groupe de travail. C'est pourquoi la délégation de l'Equateur a décidé de présenter un projet tendant à demander au Secrétariat de continuer d'informer le Conseil économique et social, à ses futures sessions, de l'évolution de la situation en ce qui concerne les disponibilités et les besoins d'insecticides dans chaque pays. M. Tous espère que l'Assemblée générale adoptera ce projet.

5. Pour ce qui est de la production et de la répartition du papier journal et du papier d'édition, M. Tous rappelle que sa délégation a eu l'honneur de s'associer à d'autres délégations pour saisir l'Organisation des Nations Unies de ce problème auquel l'Equateur attache une très grande importance. En effet, les prix du papier journal et du papier d'édition ont subi une forte hausse sur le marché international en 1950 et n'ont cessé d'augmenter depuis. M. Tous ne cherchera pas à déterminer les causes de cette hausse, mais il en souligne les conséquences très graves pour les populations du monde, notamment celles des pays insuffisamment

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

¹ Voir les *Documents officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*, point 8 de l'ordre du jour.

développés où le journal constitue souvent le principal moyen d'éducation des masses. En Equateur, le prix des quotidiens a accusé une augmentation de 50 pour 100 qui peut être attribuée entièrement à la hausse des prix sur le marché international puisqu'elle ne s'est pas accompagnée, comme dans certains autres pays, d'une hausse plus ou moins concomitante du coût de la vie et des salaires. Le Gouvernement de l'Equateur s'est ému de cette situation et il a pensé qu'il fallait la porter à la connaissance de l'Assemblée générale des Nations Unies. Or, le Conseil économique et social, après avoir étudié le problème à sa quatorzième session, est arrivé à la conclusion que, par suite de l'amélioration survenue depuis sa treizième session dans les approvisionnements en pâte de bois et en papier, la situation à court terme n'exigeait plus une action internationale immédiate. Le Conseil s'est donc borné, par sa résolution 423 (XIV), à prier le Secrétaire général, la FAO, l'UNESCO et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement de poursuivre leurs efforts en vue de l'action à long terme demandée dans sa résolution 374 (XIII).

6. Le Gouvernement de l'Equateur estime que l'Assemblée générale doit, pour sa part, adopter une attitude plus positive. En effet, il ne faut pas oublier que, de nos jours, les situations exceptionnelles tendent à se prolonger: rien ne permet de penser que la pénurie de papier, si aiguë pendant la dernière guerre, et dont on sait les répercussions sur le développement intellectuel des peuples, ne se reproduira pas un jour, peut-être même bientôt. Le Gouvernement de l'Equateur estime qu'il n'est possible de résoudre le problème que si chaque nation peut pourvoir elle-même à ses besoins en papier grâce à l'exploitation de ses ressources naturelles. D'ores et déjà, les pays de l'Amérique latine prennent des mesures dans ce sens; les commissions économiques régionales, en particulier la Commission économique pour l'Amérique latine, se pré-

occupent de la question; mais il appartient à l'Assemblée générale de se prononcer d'une manière définitive en faveur d'une politique économique tendant à assurer l'indépendance des nations pour ce qui est de leur approvisionnement en papier journal et en papier d'édition. Cette politique permettrait aux divers pays, non seulement de résoudre plus facilement les problèmes qui se posent à eux dans le domaine de l'éducation, mais aussi de réaliser des économies de devises importantes.

7. Pour terminer, M. Tous reconnaît que les deux problèmes qu'il vient d'évoquer ne présentent pas autant de gravité que d'autres questions plus générales, comme celle du développement économique des pays insuffisamment développés ou celle du plein emploi, qui retiennent l'attention du Conseil économique et social. Il espère néanmoins que l'Assemblée générale ne les négligera pas pour autant et qu'elle saura manifester l'intérêt qu'elle y porte.

8. Le PRESIDENT indique que le délai fixé pour le dépôt des projets de résolution relatifs au chapitre II du rapport du Conseil économique et social est venu à expiration. Il propose aux membres de la Commission de procéder, à la fin de la discussion générale sur le chapitre II, au vote sur le projet de résolution de la délégation de l'Equateur (A/C.2/L.194), le seul dont la Commission soit saisie.

Il en est ainsi décidé.

9. Le PRESIDENT annonce la clôture de la liste des orateurs qui désirent participer à la discussion générale sur le chapitre II. Cette liste comprend l'Indonésie, le Royaume-Uni, la Bolivie, l'Inde, la Tchécoslovaquie, les Pays-Bas, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la République socialiste soviétique d'Ukraine et le Pakistan.

La séance est levée à 12 heures.